Les villageois de Sierra Leone réfléchissent à leur avenir après avoir réussi à reprendre leurs terres à une société d'huile de palme

Après près de dix ans de lutte contre une entreprise qui s'était emparée de leurs terres et avait mis en place des plantations de palmiers à huile, un tribunal a jugé que ces terres devaient être rendues aux communautés. Ils essaient maintenant de déterminer ce qu'ils devraient faire avec les vastes superficies de terres occupées par d'innombrables rangées de palmiers à huile.

Les villageois du district de Port Loko, en Sierra Leone, font la fête. **Après près de dix ans de lutte contre une entreprise qui s'était emparée de leurs terres et avait mis en place des plantations de palmiers à huile, un tribunal a jugé que ces terres devaient être rendues aux communautés.** Ils essaient maintenant de déterminer ce qu'ils devraient faire avec les vastes superficies de terres occupées par d'innombrables rangées de palmiers à huile.

Pour les villageois de Port Loko, cette saga a débuté en 2009, lorsqu'un ancien soldat des forces spéciales britanniques est venu en Sierra Leone pour acquérir des terres pour une plantation de palmiers à huile pour le compte d'une obscure société britannique qui n'avait aucune expérience dans le secteur agroalimentaire. En l'espace de trois ans, Kevin Godlington a signé des contrats portant sur plus de 200 000 hectares de terres dans les districts de Pujehun, Tonkolili et Port Loko. (1) Peu de temps après, la plupart de ces contrats fonciers ont été vendus pour des millions de dollars à d'autres sociétés qui se sont mises au travail pour défricher les terres et mettre en place des plantations de palmiers à huile. Les contrats fonciers de Port Loko ont été vendus au Groupe Siva, une société basée à Singapour qui appartient à un homme d'affaires milliardaire indien. (2)

Les contrats de Godlington ont été conclus en violation des normes internationales les plus élémentaires en matière de consentement de la communauté. **Dans plusieurs cas, les dirigeants de la communauté pensaient signer des reçus pour des cadeaux de Noël alors qu'ils signaient en réalité des documents actant la cession de leurs terres.** (3)

Le village de Mamanka, dans la chefferie de Bureh, dans le district de Port Loko, est l'une des communautés qui ont perdu leurs terres au cours de ce processus. En 2009, Sierra Leone Agriculture Ltd, la société de Godlington, a signé un contrat foncier portant sur 6 557 hectares de terres qui a ensuite privé la communauté des terres qui assuraient sa propre production alimentaire. Le contrat s'inscrivait dans le cadre plus large d'un accord portant sur 41 582 hectares, concernant plusieurs autres villages du district. Un an plus tard, le groupe Siva a acheté 95 % de Sierra Leone Agriculture Ltd, Goldington conservant 5 % du capital. (4)

En août 2018, GRAIN, WRM et Pain pour le prochain ont accompagné les dirigeants communautaires des zones touchées par les plantations de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale au cours d'une visite au village de Mamanka, dans le cadre d'un atelier (5) organisé par le SilNoRF (Sierra Leone Network on the Right to Food), WAHD (Women's Action for Human Dignity) et d'autres organisations.

Nous avions apporté avec nous une copie de l'accord foncier qui avait été signé avec Sierra Leone

Agriculture Ltd. (6) À notre grande surprise, c'était la première fois que les villageois voyaient une copie du contrat. Quand ils l'ont regardé, ils ont vite compris que c'était une escroquerie. Ils nous ont dit qu'**aucune des autorités locales de leur communauté n'avait signé l'accord et que certaines des signatures correspondaient à des personnes qui n'étaient même pas propriétaires de terres dans la zone.** Les villageois ont également expliqué qu'ils s'étaient opposés au projet quand il leur avait été présenté et qu'ils avaient reçu des menaces graves et subi des intimidations quand ils ont essayé d'empêcher pacifiquement l'entreprise d'occuper illégalement leurs terres.

Ils nous ont aussi raconté comment l'entreprise leur avait fait de nombreuses promesses, comme la fourniture d'emplois de qualité et d'écoles pour les enfants, et comment aucune de ces promesses n'avait été tenue. **Seules quelques-uns d'entre eux avaient été embauchés par l'entreprise depuis qu'elle avait commencé ses activités et cela faisait près d'un an que la société n'avait pas payé les salaires des ouvriers.** Lorsque nous avons visité d'autres villages voisins concernés par le même accord foncier, les gens ont raconté des histoires similaires sur le fait que l'entreprise n'avait pas tenu ses promesses et qu'elle avait aggravé la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la région.

Les femmes du village de Mamanka ont toutefois été très émues par les récits qu'elles ont entendus lors de la réunion à Port Loko de la part de dirigeants de communautés d'autres régions de la Sierra Leone et d'autres pays africains également touchés par les entreprises de plantation de palmiers à huile. **Elles ont compris qu'elles n'étaient pas les seules à traverser cette épreuve et que des actions pourraient être entreprises pour récupérer leurs terres.**

À la fin des réunions, les femmes et les autres participantes de Mamanka étaient parvenues à un ensemble de revendications claires par rapport à l'entreprise : la restitution de leurs terres, le paiement des salaires et des loyers impayés et l'annulation du contrat de bail. La totalité des 36 organisations participant à la réunion ont signé une déclaration appuyant ces revendications.

Selon la femme chef du village de Mamanka, Yarbom Kapri Dumbuya (anciennement Mamusu Dumbuya), leur combat pour récupérer leurs terres s'est intensifié après ces réunions. **« Nous avons beaucoup appris des expériences partagées par d'autres femmes à travers le pays et en Afrique »**, a-t-elle confié à Aminata Finda Massaquoi, de Culture Radio, lors d'une visite au village en novembre 2018.

Leur lutte a finalement attiré l'attention d'une organisation de défense des droits, NAMATI. Les agents de l'organisation se sont rendus dans la communauté et ont accepté de leur assurer une représentation légale pour poursuivre la société en justice. **Après plusieurs audiences du tribunal, la cour s'est prononcée en faveur de la communauté et a ordonné à Sierra Leone Agriculture Ltd de restituer toutes les terres aux villages de Port Loko et de leur verser 250 000 USD de loyer impayé.** (7)

En pleurant, les femmes du village de Mamanka ont dit à Aminata leur soulagement de pouvoir à nouveau marcher sur leurs terres sans être harcelées. Elles ont remercié tous ceux qui les ont soutenus pendant leur lutte.

Pourtant, de nombreux défis restent à relever pour la communauté. L'entreprise leur a laissé un puits dangereux et à moitié fini et environ 1 500 hectares de leurs terres sont maintenant occupés par des palmiers à huile industriels. Les villageois de Mamanka ne savent pas vraiment ce qu'ils devraient faire de ces plantations. Devraient-ils essayer d'enlever les palmiers à huile et de produire

d’autres cultures vivrières ? Devraient-ils constituer une coopérative pour produire leur propre huile de palme ? Y a-t-il un moyen d’associer les deux ?

La société néerlandaise Natural Habitats figure parmi les sociétés susceptibles de contacter les villageois de Port Loko pour les inciter à signer un nouveau contrat. Elle exploite des plantations de palmier à huile dans le pays, mais gère également des programmes de culture sous contrat avec des agriculteurs pour produire de l’huile de palme certifiée biologique. Pour cette raison, la société est parfois présentée comme étant meilleure que les grandes sociétés de plantation. Mais les villageois de Port Loko devraient se méfier. Le directeur de l’exploitation de Natural Habitats est Kevin Godlington, justement la personne qui a orchestré le contrat foncier qui les a privés de leurs terres il y a dix ans ! (8)

La victoire des courageux villageois de Port Loko, qui leur a permis de récupérer leurs terres, est une source d’inspiration pour les communautés touchées par les plantations de palmiers à huile en Afrique et dans le monde entier, dont certaines luttent également contre les accaparements de terres par le groupe Siva. Maintenant, une nouvelle lutte commence pour les communautés de Port Loko pour s’assurer qu’elles ne perdront pas de nouveau le contrôle de leurs terres.

Cet article est basé en partie sur un rapport d’Aminata Finda Massaquoi à la suite de sa visite au village de Mamanka en octobre 2018.

(1) Les différents transactions foncières peuvent être consultées ici
(2) GRAIN, « Comment nourrir le "1 %" » 7 octobre 2014
(3) Caitlin Ryan, « Large-scale land deals in Sierra Leone at the intersection of gender and lineage », Third World Quarterly, Vol. 39, 2018
(4) Interview réalisée par Joan Baxter et fournie à GRAIN, 2013.
(5) Déclaration de Port Loko : « Nous voulons récupérer nos terres ! » disent les femmes.
(6) Le contrat foncier peuvent être consulté ici
(7) Cooper Inveen, « Sierra Leone ruling against palm oil company will empower communities – campaigners », Reuters, 12 novembre 2018
(8) https://www.natural-habitats.com/about/team/